



Revue des activités des institutions européennes

21 janvier – 28 janvier 2019

TABLE DES MATIERES

AGRICULTURE	2
• Conseil « Agriculture et pêche » – la présidence roumaine présentera ses priorités politiques et son programme de travail.....	2
Agriculture and Fisheries Council – the Romanian presidency will present its political priorities and work programme	2
BIEN-ÊTRE ANIMAL	4
• Bien-être animal durant le transport: les États membres peuvent mieux faire	4
Welfare of transported animals: MEPs urge EU states to do a better job	4
COMMERCE	7
• La commission du commerce international donne son feu vert à l'accord de libre-échange UE-Singapour	7
EU-Singapore free trade deal gets green light in Trade Committee	7
FOIE GRAS	9
• Réponse à la question E-005952/2018 sur le gavage dans la production de foie gras.....	9
Answer to question E-005952/2018 on force-feeding in foie gras production	9

AGRICULTURE

- **Conseil « Agriculture et pêche » – la présidence roumaine présentera ses priorités politiques et son programme de travail**

Agriculture and Fisheries Council – the Romanian presidency will present its political priorities and work programme

Source : Présidence roumaine

Agriculture

Dans le domaine de l'agriculture, la principale priorité de la présidence roumaine consiste à faire avancer les négociations sur la modernisation et la simplification de la politique agricole commune (PAC) après 2020. Étant donné que ces négociations sont liées aux négociations en cours sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027, le but est de dégager une orientation générale partielle sur les trois propositions législatives suivantes:

- un règlement relatif aux plans stratégiques de la PAC
- un règlement relatif à l'organisation commune de marché unique (OCM)
- un règlement horizontal relatif au financement, à la gestion et au suivi de la PAC

La présidence roumaine s'attachera également à définir des mesures visant à encourager la production de protéines végétales et, dans cette optique, elle poursuivra les travaux sur cette question avec pour objectif d'assurer l'indépendance de l'UE dans le secteur des protéines végétales.

La présidence roumaine se penchera sur la santé des végétaux, dans le but de sensibiliser le public sur cette matière. Les préparatifs se poursuivront également en vue de 2020, proclamée année internationale de la santé des végétaux par les Nations unies.

Pour la présidence roumaine, les sujets d'intérêt prioritaire dans le domaine de la santé animale sont notamment les suivants:

- la surveillance et la protection de la santé animale aux frontières de l'UE
- la mise en œuvre de mesures visant à contrôler, surveiller et éradiquer les maladies animales les plus importantes et le rôle que joue la biosécurité
- la résistance aux antimicrobiens dans le cadre de la médecine vétérinaire

Le renforcement de la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire restera une priorité durant la présidence roumaine. L'objectif est l'adoption formelle de la directive sur les pratiques commerciales déloyales. Ce texte permettra d'améliorer la position des agriculteurs, qui sont actuellement considérés comme le maillon faible de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

De même, la présidence achèvera les travaux sur le règlement concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses en vue de l'adoption formelle du règlement.

La présidence roumaine axera ses efforts sur les préparatifs en vue du forum des Nations unies sur les forêts ainsi que sur l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour les forêts.

Pêche

En ce qui concerne la pêche, la présidence roumaine poursuivra les travaux sur les plans de gestion pluriannuels, le but étant de conclure un accord politique avec le Parlement européen. Ces plans concernent notamment:

- l'Atlantique Ouest
- les eaux de la Méditerranée occidentale

La présidence roumaine s'efforcera également de faire avancer les travaux sur la proposition relative au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche après 2020.

La dimension extérieure de la politique commune de la pêche demeure une priorité importante aux yeux de la présidence roumaine.

Conseil « Agriculture et pêche » – principaux points de l'ordre du jour

La présidence roumaine présentera ses priorités politiques et son programme de travail

L'avenir de la PAC après 2020

Le Conseil débattrà du paquet de réforme de la politique agricole commune (PAC) pour l'après-2020.

Les ministres auront un échange de vues sur le nouveau modèle de mise en œuvre représenté dans les plans stratégiques PAC. La Commission présentera la nouvelle architecture écologique qui est définie dans la même proposition.

Par ailleurs, les ministres auront un échange de vues sur la proposition de règlement PAC relatif à l'organisation commune des marchés (OCM).

Protéines végétales

Le Conseil aura un débat d'orientation sur le rapport concernant le développement des protéines végétales dans l'UE.

Autres questions

Le Conseil recevra des informations concernant:

la création d'un centre international pour la recherche de solutions à la résistance aux antimicrobiens

la lutte contre la peste porcine africaine

la question du double niveau de qualité des denrées alimentaires

Comment fonctionne le Conseil « Agriculture et pêche » ?

Le Conseil AGRICULTURE réunit les ministres de tous les États membres de l'UE. La plupart des États membres envoient un seul ministre pour les deux domaines; d'autres envoient un ministre pour l'agriculture et un autre pour la pêche.

Le membre de la Commission européenne chargé de l'agriculture et du développement rural, celui chargé de la santé et la sécurité alimentaire, ou celui chargé des affaires maritimes et de la pêche participe également aux sessions.

Lien vers la publication :

<https://www.romania2019.eu/2019/01/28/conseil-agriculture-et-peche-la-presidence-roumaine-presentera-ses-priorites-politiques-et-son-programme-de-travail/>

BIEN-ÊTRE ANIMAL

- **Bien-être animal durant le transport: les États membres peuvent mieux faire**

Welfare of transported animals: MEPs urge EU states to do a better job

Source : Parlement européen

- Davantage de contrôles inopinés fondés sur les risques et des sanctions plus dures pour les contrevenants
- Réduire le temps de transport et transporter des carcasses plutôt que des animaux vivants
- Mieux faire appliquer les règles existantes à l'aide des nouvelles technologies

L'UE et ses États membres doivent mieux appliquer les règles actuelles relatives à la protection des animaux transportés et sanctionner les contrevenants, ont déclaré jeudi les députés.

Dans une résolution adoptée par 22 voix pour, 12 contre et 4 abstentions, la commission de l'agriculture a réitéré l'appel du Parlement de 2012 relatif à une application stricte et harmonisée de la législation de 2005 sur la protection des

animaux durant le transport, qui est actuellement mal appliquée par certains États membres.

Des sanctions plus dures pour les contrevenants

La Commission européenne ne devrait pas hésiter à imposer des sanctions aux États membres qui n'appliquent pas correctement les règles de l'UE, affirment les députés. Les États membres, quant à eux, devraient poursuivre les violations des règles de l'UE et appliquer des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives, harmonisées au niveau européen, en lien avec le préjudice, l'ampleur, la durée et la récurrence de l'infraction. Ces sanctions devraient inclure la confiscation des véhicules et la reconversion obligatoire pour les personnels en charge du bien-être animal.

Des contrôles plus stricts et de meilleurs véhicules pour le transport

Les députés souhaitent déployer une technologie moderne pour améliorer l'application des règles actuelles. Ils appellent la Commission à développer des systèmes de géolocalisation qui permettraient de suivre la localisation des animaux et la durée des trajets en véhicule.

Pour mieux protéger les animaux, les autorités nationales devraient:

- mener davantage de contrôles inopinés et fondés sur les risques;
- informer les autorités de tous les pays le long de l'itinéraire de transport de toute violation identifiée;
- pousser les transporteurs à développer des systèmes empêchant la récurrence des violations;
- suspendre ou retirer l'autorisation du transporteur en cas de violations répétées;
- interdire l'utilisation de véhicules et de navires non conformes; et
- adapter les ports aux exigences liées au bien-être animal et améliorer les contrôles avant chargement.

Les députés poussent également à la création d'une nouvelle stratégie pour le bien-être animal pour la période 2020-2024 et à une définition claire de ce qui constitue l'aptitude au transport et des lignes directrices sur la façon de l'évaluer. Ils souhaitent aussi une mise à jour scientifique des règles de l'UE relatives aux véhicules de transport afin de garantir:

- une ventilation et un contrôle de la température suffisants;
- des systèmes d'abreuvement et des aliments liquides appropriés;
- une densité réduite et une hauteur libre minimale suffisante; et
- l'adaptation des véhicules aux besoins de chaque espèce.

Réduction du temps de transport

Les temps de transport des animaux devraient être aussi courts que possible, précise la commission de l'agriculture. Les députés plaident pour des stratégies alternatives, tels que l'abattage local ou mobile, des installations de transformation de la viande à proximité du lieu d'élevage ou d'abattage à la ferme, des circuits de distribution courts et la vente directe. Ils demandent à la Commission de mener une recherche sur les temps de transport appropriés pour chaque espèce et de développer une stratégie pour passer du transport majoritaire d'animaux vivants au transport de viandes et de carcasses et de produits germinaux, lorsque c'est possible.

Citation

Le rapporteur Jørn Dohrmann (ECR, DK) a déclaré: "Les acteurs de la chaîne de transport doivent respecter leurs obligations, qu'il s'agisse d'agriculteurs, de négociants en animaux, de vétérinaires ou d'entreprises de transport. Nous avons maintenant clairement indiqué à la Commission et aux États membres qu'ils devaient s'en assurer. Soit en faisant appliquer correctement les règles actuelles, soit en trouvant des outils technologiques leur permettant de réduire au minimum les temps de transport."

Prochaines étapes

Le texte adopté en commission de l'agriculture fera l'objet d'un vote du Parlement dans son ensemble lors de la session plénière du 11-14 février à Strasbourg.

Contexte

Chaque année, des millions d'animaux sont transportés sur de longues distances entre États membres, au sein des États membres et vers des pays tiers, à des fins d'élevage, de poursuite de l'engraissement ou d'abattage, mais aussi pour les loisirs ou des concours.

Suite à des reportages dans les médias sur les mauvais traitements infligés aux animaux transportés, la Conférence des présidents du Parlement (réunissant le Président du PE et les dirigeants des groupes politiques) a demandé à la commission de l'agriculture de rédiger un rapport d'exécution sur la façon dont les règles de l'UE sont appliquées en pratique.

Lien vers l'information :

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20190121IPR23917/bien-etre-animal-durant-le-transport-les-etats-membres-peuvent-mieux-faire>

English version :

<http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190121IPR23917/welfare-of-transported-animals-meps-urge-eu-states-to-do-a-better-job>

COMMERCE

- **La commission du commerce international donne son feu vert à l'accord de libre-échange UE-Singapour**

EU-Singapore free trade deal gets green light in Trade Committee

Source : Parlement européen

- L'accord UE-Singapour éliminera quasiment tous les tarifs douaniers d'ici cinq ans
- L'accord marque une première étape vers d'autres accords commerciaux avec les pays de la région

Jeudi, les députés de la commission du commerce international ont approuvé l'accord de libre-échange UE-Singapour, une étape majeure pour la coopération entre l'UE et l'Asie du Sud-Est.

L'accord supprimera quasiment tous les tarifs douaniers entre les deux parties au plus tard d'ici cinq ans. Il libéralisera le commerce des services, protégera les produits européens uniques et ouvrira les marchés publics singapouriens. L'accord inclut des droits renforcés pour les travailleurs et une meilleure protection environnementale.

Les députés de la commission du commerce international ont souligné que, compte tenu du fait qu'il s'agissait du premier accord commercial bilatéral entre l'UE et un membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le texte pouvait servir de point de référence pour tout futur accord commercial entre les deux régions, à une époque où l'UE ne peut plus compter sur les États-Unis comme partenaire commercial.

Les principaux éléments de l'accord commercial sont les suivants:

- élimination de nombreuses barrières non tarifaires: Singapour reconnaîtra les tests de sécurité de l'UE pour les voitures et certains produits électroniques, notamment les appareils ménagers ou les adaptateurs. Le pays acceptera également les étiquettes et marquages de l'UE pour les vêtements et les textiles;
- indications géographiques (IG): Singapour protégera environ 190 IG au profit des producteurs d'aliments et de boissons de l'UE, notamment du vin de Xérès, du fromage de Comté ou du vinaigre balsamique de Modène;
- marchés publics: un accès élargi aux biens et services fournis au gouvernement singapourien;
- services: libéralisation des services financiers, postaux, des télécommunications, du transport et des technologies de l'information.

Reconnaissance mutuelle des qualifications pour les architectes, les avocats et les ingénieurs; et

- développement durable: Singapour mettra en œuvre les conventions fondamentales liées aux droits des travailleurs, l'accord de Paris sur le changement climatique et la gestion durable des forêts et de la pêche.

La commission du commerce international a approuvé l'accord par 25 voix pour, 11 contre et 1 abstention. La résolution qui l'accompagne, détaillant les recommandations de la commission, a été adoptée par 25 voix pour, 10 contre et 2 abstentions.

Règlement des différends entre les entreprises et l'État

La commission a également approuvé l'accord de protection des investissements qui, une fois ratifié par tous les États membres, remplacera les accords bilatéraux existants entre Singapour et 13 États membres de l'UE, avec une approche plus moderne en matière de règlement des différends. Les députés de la commission du commerce international ont approuvé cet accord par 26 voix pour et 11 contre. La résolution a été adoptée par 25 voix pour et 12 contre.

Mardi, la commission des affaires étrangères avait voté pour donner son approbation à l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et Singapour, qui étend la coopération au-delà du seul domaine commercial.

Citation

Le rapporteur David Martin (S&D, UK) a déclaré: "Le vote d'aujourd'hui montre le soutien en faveur d'une politique progressiste de l'UE en matière de commerce et d'investissement. L'accord commercial améliorera non seulement l'accès de l'UE au marché singapourien, mais encore davantage à la région en expansion de l'ASEAN, tout en garantissant une meilleure protection des travailleurs et de l'environnement. L'accord sur la protection des investissements intègre l'approche réformée de l'UE et remplacera les accords existants entre Singapour et 13 États membres."

Prochaines étapes

Le Parlement dans son ensemble devrait se prononcer sur l'accord commercial et l'accord de protection des investissements le 12 février à Strasbourg. Une fois que le Conseil aura conclu l'accord commercial, il pourra entrer en vigueur. Pour que l'accord de protection des investissements entre en vigueur, les États membres doivent d'abord le ratifier.

Contexte

Singapour est de loin le plus grand partenaire de l'UE dans la région, représentant près d'un tiers des échanges UE-ASEAN en matière de biens et services, et près de deux tiers des investissements entre les deux régions. Plus de 10 000 entreprises européennes ont leur siège régional à Singapour.

Lien vers l'information :

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20190124IPR24202/les-deputes-donnent-leur-feu-vert-a-l-accord-commercial-ue-singapour>

English version :

<http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190124IPR24202/eu-singapore-free-trade-deal-gets-green-light-in-trade-committee>

FOIE GRAS

- [Réponse à la question E-005952/2018 sur le gavage dans la production de foie gras](#)

[Answer to question E-005952/2018 on force-feeding in foie gras production](#)

Source : *Parlement européen*

Le Commissaire européen à l'Agriculture et au développement rural Phil Hogan a répondu en ces termes à la question posée le 26 novembre par plusieurs députés sur le gavage dans la production de foie gras :

La proposition visant à supprimer les poids minimums du foie pour la production de foie gras est un sujet sensible, suscitant des discussions entre les membres du Parlement européen, les organisations de la société civile et les parties prenantes de la production de foie gras. Les avis sur le sujet diffèrent, comme l'attestent les questions écrites.

Compte tenu de la diversité des positions sur le sujet, la Commission a confié l'évaluation des normes de commercialisation de l'Union à un organisme indépendant. Le processus d'évaluation est en cours, comme l'a récemment souligné la réponse à la question E-004651/2018, et les informations relatives à cette évaluation sont accessibles au public.

Un évaluateur indépendant examinera la pertinence des normes de commercialisation applicables au foie gras pour atteindre les objectifs énoncés dans le règlement (CE) no 543/2008 de la Commission, y compris les effets secondaires imprévus de ces normes sur le bien-être des animaux. Conformément aux lignes directrices pour une meilleure réglementation, l'évaluateur doit recueillir et analyser les données disponibles ainsi que les avis des parties prenantes et tirer des conclusions, qui serviront de base à la Commission pour envisager d'autres mesures, le cas échéant, en vue de réexaminer en temps utile certains aspects spécifiques des normes de commercialisation.

La Commission est disponible à tout moment pour rencontrer les députés du Parlement européen.

Lien vers la réponse :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2018-005952-ASW_FR.html

English version :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2018-005952-ASW_EN.html

Lien vers la question :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2018-005952_FR.html

English version :

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2018-005952_EN.html